

*Bien que la forêt couvre 96 % du territoire guyanais, les entreprises de première transformation du bois (essentiellement les scieries) occupent dans l'économie du département une place relativement peu importante. Elles emploient 0,3 % de la population active et génèrent un peu moins de 3 % de la valeur des exportations. Le secteur souffre en effet des conditions d'accès à la ressource. La dispersion des essences recherchées, la forte densité du bois mais aussi l'éloignement des parcelles limitent le développement de cette activité en alourdissant les charges d'exploitation. Dans ce contexte, la hausse des coûts d'exploitation de la ressource depuis 1998 s'est répercutée négativement sur les principales scieries, dont le taux de rentabilité d'exploitation s'est contracté de 4 points en l'espace de six ans.*

## 1- L'organisation de la filière

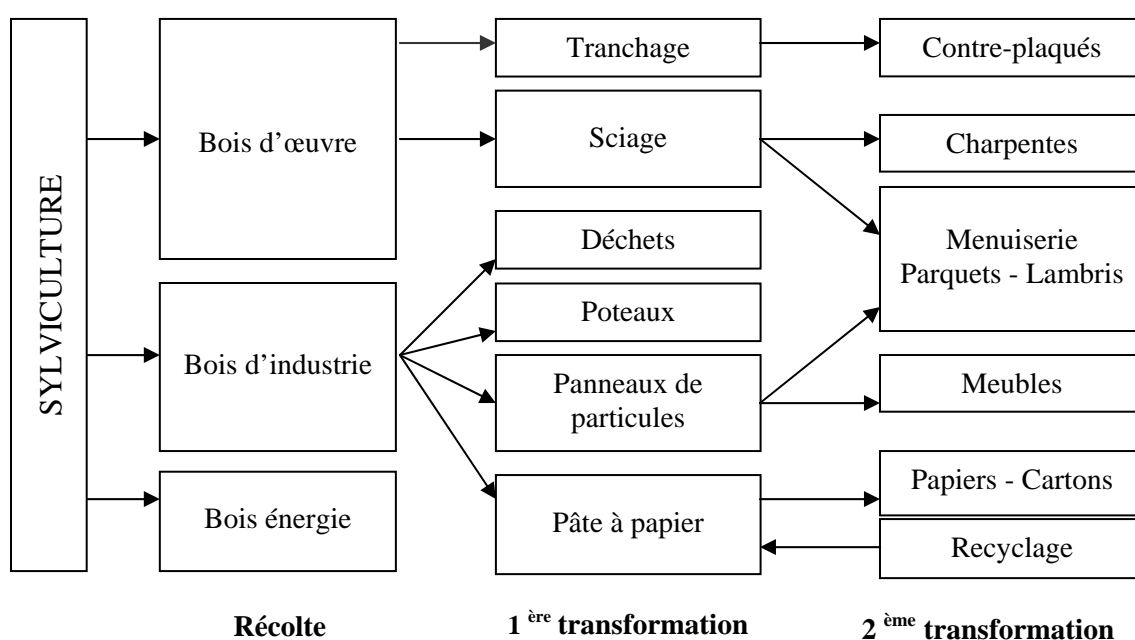
### Les difficultés d'exploitation

D'une remarquable diversité biologique, la forêt guyanaise couvre plus de 96 % du territoire avec 8 millions d'hectares. Malgré cette richesse écologique et économique, la forêt guyanaise reste difficile à exploiter en raison des difficultés d'accès à la ressource et de la faible densité des essences recherchées. 5 essences sur 49 exploitables représentent ainsi 80 % du marché. De plus, la majorité des bois guyanais sont des bois lourds, difficilement transportables par voie fluviale, ce qui induit des coûts d'acheminement élevés. Par ailleurs, les forêts les plus facilement exploitables demeurent actuellement en phase de renouvellement, contraignant les exploitants à s'éloigner un peu plus.

### Les différentes étapes de la transformation du bois

Deux types de transformation sont distingués au sein de la filière :

- les activités liées à la première transformation : principalement le sciage dont la quasi-totalité de la production est réalisée par 5 grandes scieries.
- les activités liées à la seconde transformation : essentiellement la charpenterie, la menuiserie et, dans une moindre mesure, l'ameublement. La majorité des entreprises travaillent sans stock, uniquement sur commande, sur des produits standards.

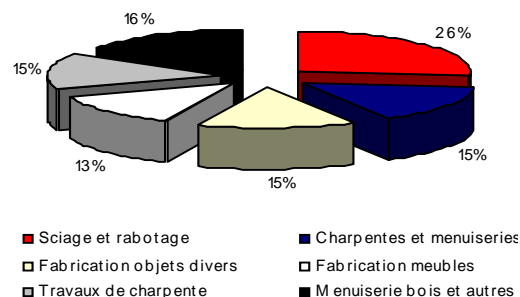


## Les opérateurs et l'emploi

Selon un audit de la filière bois réalisé en 2001, l'ensemble de la filière représentait 199 entreprises pour un total de 682 emplois, soit 1,2 % de la population active. Le secteur de la première transformation se composait d'une dizaine de scieries pour 173 salariés, alors que la seconde transformation totalisait 185 entreprises employant 479 personnes. En amont de la filière, on dénombrait 3 exploitants forestiers pour 30 salariés.

La seconde transformation est en réalité très artisanale. Sur environ 185 entreprises, 113 n'ont pas de salariés, 46 emploient entre 1 et 2 personnes et 4 seulement comptent plus de 20 salariés.

## Répartition de l'emploi en 2001



Source : INSEE

## 2- L'activité économique

### Place de l'activité sylvicole dans le secteur primaire

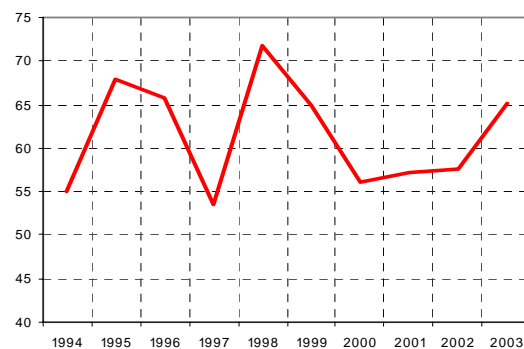
Le poids de l'activité sylvicole dans le secteur primaire n'a cessé de s'apprécier depuis 1993 pour se positionner en 2000 comme seconde source de création de richesse du secteur primaire. En effet, la Valeur Ajoutée (VA) issue de cette activité a été multipliée par trois sur l'ensemble de la période pour représenter, en 2000, 5,6 % de la VA du secteur primaire, parallèlement la VA du secteur de la pêche se contractait de plus de moitié. Néanmoins, la sylviculture reste loin derrière le secteur agricole, qui représentait 79 % de la VA du secteur primaire.

### Production et exportations

La production de la filière forestière a connu d'importantes variations depuis environ deux décennies. En effet, après s'être établie en moyenne autour de 85 000 m<sup>3</sup> de grumes sorties de la forêt entre 1981 et 1990, la production annuelle moyenne a oscillé autour 60 000 m<sup>3</sup> de grumes entre 1994 et 2003. Le ralentissement de l'activité forestière est étroitement lié au recul de l'activité du BTP observé au début des années 90, après une période de grands chantiers dans les années 80.

La production se trouve en effet étroitement liée au marché de la construction. Moins du tiers de la production est exportée et le secteur du BTP représente 70 % des débouchés locaux, dont la moitié pour le seul secteur de la charpenterie.

### Grumes sorties de la forêt en milliers de m<sup>3</sup>



Source : ONF

Les exportations en volume ont suivi une évolution mitigée. Après une forte hausse constatée en 1997, les exportations se sont stabilisées à partir de 1998 avant de s'inscrire dans une baisse tendancielle depuis 2000 en raison de la concurrence des produits brésiliens et des résineux traités en provenance de métropole sur le marché antillais. D'autre part, le dynamisme de la demande locale a conduit les entreprises exportatrices à se repositionner sur le marché guyanais au détriment du marché extérieur.

Les exportations de la filière bois sont composées en grande majorité de produits issus des scieries et de bois bruts, ces deux postes couvrant respectivement 86 % et 7 % de la valeur exportée entre 2000 et 2003. Parallèlement, les produits de la seconde transformation n'ont représenté que 7 % du total. Les principaux destinataires demeurent les Antilles françaises, avec 76 % des exportations entre 2000 et 2003 et la France Métropolitaine (17 %).

### Importations

La Guyane importe essentiellement des produits de seconde transformation qui ne sont pas ou peu produits localement. Les entreprises locales de seconde transformation sont en général faiblement équipées et souffrent d'un manque d'organisation. Les entreprises de menuiserie et d'ébénisterie accusent en effet un manque de flexibilité et ne peuvent répondre à des grosses commandes, en raison, pour la plupart d'entre elles, de la vétusté de leurs équipements. De fait, leur compétitivité est fortement limitée face aux productions industrielles importées pour satisfaire le marché local. Ainsi, 59 % des importations entre 2000 et 2003 concernaient des meubles, 14 % des sièges, 11 % du contre-plaqué, 10 % des ouvrages de menuiserie et de charpente, le solde étant constitué de produits issus de la première transformation.

Au final, la balance commerciale de la filière bois est déséquilibrée, la valeur des exportations s'établissant en moyenne à 2,8 millions d'€ par an entre 2000 et 2003 contre 9,3 millions d'€ par an pour les importations.

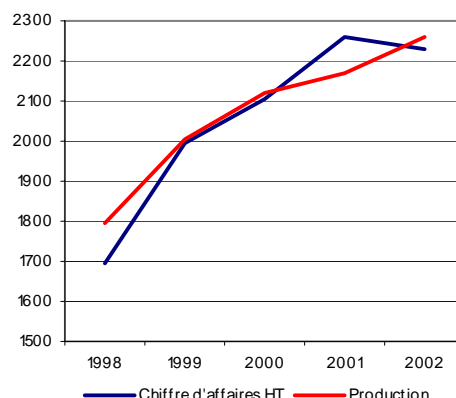
### 3- Analyse financière du secteur des entreprises de première transformation du bois

#### L'activité

L'activité des principales scieries a été soutenue entre 1998 et 2002. Le chiffre d'affaires moyen annuel a en effet suivi une tendance favorable de 7,1 % pour enregistrer une hausse totale de 32 %. Cette croissance significative masque néanmoins un léger ralentissement à partir de 2000. Progressant de 18 % en 1999, il n'a en effet augmenté que de 11,6 % sur les trois dernières années.

Le chiffre d'affaires moyen a été tiré par la croissance de la production vendue sur le marché local. Les exportations sont en effet restées stables en valeur sur l'ensemble de la période alors que la production vendue localement a augmenté de 39 %. En 2002, les exportations ne représentaient plus que 15 % du chiffre d'affaires contre 20 % en 1998.

Evolution de l'activité (en milliers d'€)

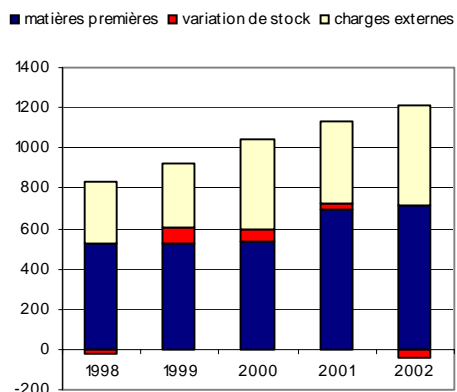


S'établissant à 6 % en moyenne par an entre 1998 et 2002, la croissance de la production a été inférieure à celle du chiffre d'affaires. Cette différence résulte essentiellement de la constitution de stocks importants de produits finis et semi-finis en 1998, la production stockée ayant représenté 30 % de la production totale contre 21 % en moyenne sur le reste de la période.

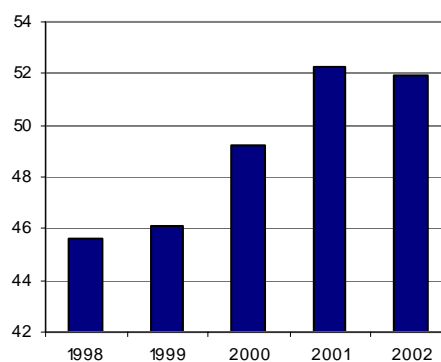
#### La valeur ajoutée (VA)

La VA moyenne du secteur a progressé de 3 % en moyenne par an entre 1998 et 2002 pour s'établir à 1,1 million d'€, soit un rythme deux fois moindre que celui de la production.

Evolution des consommations intermédiaires (en milliers d'€)



Part des consommations intermédiaires dans la production (pourcentage)



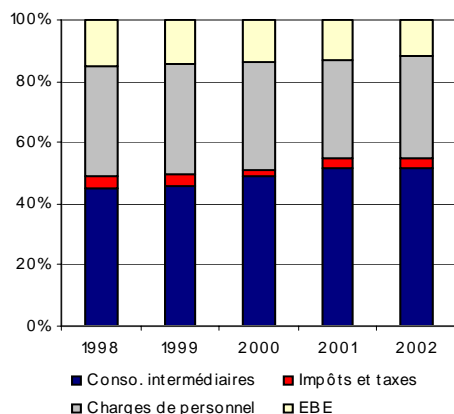
Grâce aux bons résultats commerciaux enregistrés en 1999, la VA s'est appréciée de 10,1 % en dépit de la hausse de 12,8 % des consommations intermédiaires. La stabilité de la VA en 2000 et 2001 est liée à la hausse de 6 points de la part des consommations intermédiaires dans la production. Cette évolution s'explique par une progression de 40 % des charges externes (sous-traitance de l'exploitation et du transport de grumes, recours aux personnels extérieurs, locations...) en 2000 et par celle de 30 % du coût des matières premières en 2001. Par ailleurs, la maîtrise des achats en provenance de tiers en 2002 et la hausse de la production ont permis à la VA d'augmenter à nouveau (+ 4,2 %).

Le rythme de croissance de la VA entre 1998 et 2002 apparaît ainsi modéré en comparaison avec l'évolution du chiffre d'affaires. En effet, la bonne tenue de l'activité a été en partie absorbée par la progression significative des consommations intermédiaires, ce qui se retrouve dans la dégradation de 8,5 points du taux de valeur ajoutée.

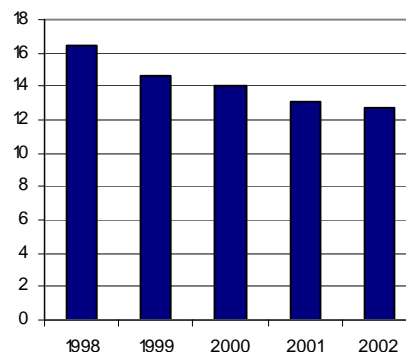
## L'excédent brut d'exploitation (EBE)

L'EBE a enregistré une croissance plus faible que celle de la VA, soit une légère hausse de 0,4 % par an sur l'ensemble de la période. Cette faible progression est liée au renchérissement du coût du travail qui a progressé de 15,2 % sur l'ensemble de la période, soit une hausse moyenne de 3,6 % par an.

### Répartition de la production



### Evolution du taux de rentabilité d'exploitation (pourcentage)



taux de rentabilité d'exploitation : EBE/ chiffre d'affaires.

L'évolution de l'EBE a connu deux périodes distinctes. La hausse de 10,1 % de la VA en 1999 a en effet été partiellement absorbée par celle des charges de personnel (+ 11,5 %), ramenant ainsi la progression de l'EBE à + 5,5 %. En 2000 et 2001, VA et EBE ont évolué parallèlement car l'évolution des frais de personnel a suivi celle de la VA. En revanche, en 2002, la reprise de la VA a été totalement absorbée par la hausse des frais de personnel, au point de faire fléchir l'EBE pour la première fois depuis 1998.

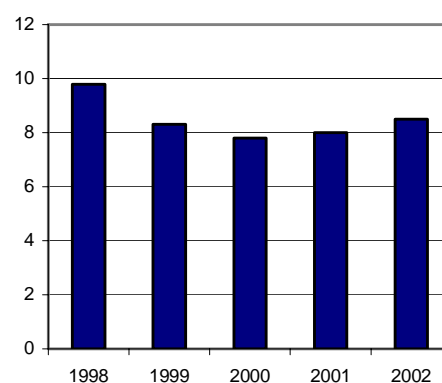
Ainsi, le dynamisme commercial observé entre 1998 et 2002 n'a pas été suffisant pour faire face à la hausse des charges d'exploitation. La progression rapide des consommations intermédiaires (+ 9,4 % par an) et, dans une moindre mesure, des charges de personnel (+ 3,6 % par an) a en effet amputé le taux de rentabilité d'exploitation de 4 points. L'évolution favorable de la productivité du travail (+ 7,7 % par an) a néanmoins permis d'atténuer les effets de la hausse des charges d'exploitation et de maintenir le taux de rentabilité d'exploitation à un niveau satisfaisant.

## Le résultat net

Malgré la quasi stagnation de l'EBE sur la période, le résultat net a connu une tendance favorable en enregistrant une hausse annuelle moyenne de 3 %. Stagnant entre 1998 et 2000, l'amélioration se trouve concentrée sur les deux dernières années.

Cette évolution favorable ne peut être rattachée à une amélioration de l'exploitation. Elle résulte d'une baisse des dotations aux amortissements en 2001, et dans une moindre mesure, du repli des charges financières. Par ailleurs, une progression du résultat exceptionnel en raison d'un sinistre intervenu dans une scierie a alimenté les résultats de l'exercice 2002.

### Evolution du taux de marge net (pourcentage)



taux de marge net : résultat net/ chiffre d'affaires.

Au final, les opérations hors exploitation ont permis, à partir de 2001, de maintenir la rentabilité des scieries à un niveau élevé alors que l'EBE se contractait. Toutefois, ces opérations restent par nature exceptionnelles et ne peuvent compenser durablement la dégradation de la structure du compte de résultat.

## Comparaison des résultats des scieries avec ceux du secteur productif guyanais en 2001.

Après l'analyse de la rentabilité du secteur des scieries, il est intéressant de comparer ses performances à celles du secteur productif guyanais pris dans sa globalité en s'appuyant sur les indicateurs figurant dans le tableau ci-dessous.

en pourcentage	scieries	secteur productif (1)
Taux de marge brute d'exploitation (2)	12,1	12,3
Rentabilité financière des capitaux propres (3)	12,4	10,9
Répartition du revenu global		
<i>Personnel</i>	73,4	67,0
<i>Etat</i>	3,6	7,7
<i>Prêteur</i>	-3,9	2,3
<i>Entreprise</i>	26,9	23,0
Taux d'endettement financier (4)	15,7	61,5

(1) source : études sectorielles 2000/ 2001 IEDOM.

(2) Excédent Brut d'Exploitation/ Chiffre d'Affaires.

(3) Capacité d'Autofinancement/ Financements propres.

(4) Endettement financier/ Capitaux propres appelés.

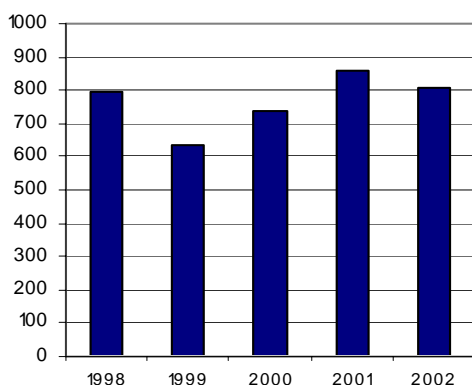
Il est ainsi intéressant de noter que le taux de marge brute d'exploitation des scieries est comparable à celui du secteur productif. En revanche, la rentabilité financière des capitaux propres est un peu plus élevée. Par ailleurs, il apparaît que les entreprises de première transformation ont un niveau d'endettement significativement inférieur à la moyenne du secteur productif guyanais.

Enfin, la répartition du revenu global présente des différences sensibles. En effet, le poids des charges de personnel et de l'autofinancement de l'entreprise est plus élevé dans les scieries alors que la part du revenu global revenant à l'Etat est inférieure de 4 points. De plus, les entreprises de première transformation présentent la caractéristique de percevoir des revenus financiers alors que la part du revenu global qui revient aux prêteurs s'établit à 2,3 % pour le secteur productif.

## Structure financière

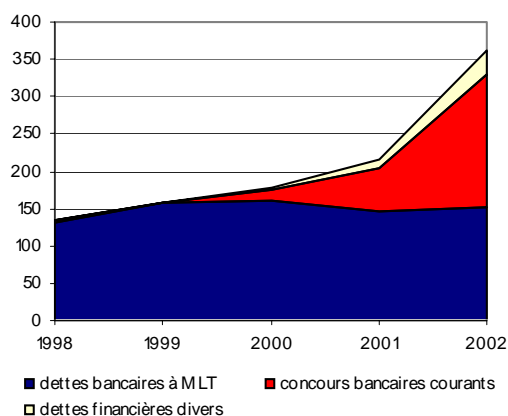
La solvabilité de la filière de première transformation est restée satisfaisante entre 1998 et 2002. Malgré une hausse moyenne de 9 % sur l'ensemble de la période, l'endettement financier stable est resté faible en comparaison des fonds propres nets, qui ont également augmenté de 7 % par an.

**Evolution du ratio de solvabilité**  
(pourcentage)



ratio de solvabilité : fonds propres nets/ dettes financières stables.

**Evolution de l'endettement financier**  
(milliers d'€)



L'endettement financier des scieries n'a cessé de croître entre 1998 et 2002, (+ 28 % en moyenne sur la période), pour s'établir en moyenne à 363 000 €. Cette progression s'est nettement accentuée en 2002 (+ 67 %) liée en grande partie à la forte hausse des concours bancaires courants (+ 213 %) qui a influencé significativement la structure de l'endettement du secteur. En effet, l'on observe un recours croissant aux crédits bancaires de court terme depuis 2000, ceux-ci représentaient 50 % de l'endettement bancaire en 2002. Néanmoins, l'endettement des scieries reste faible en 2002, en comparaison au montant des fonds propres qui s'établissait à 1,5 million d'€ la même année.

Le fonds de roulement net global s'est inscrit en hausse significative entre 1998 et 2000 (+ 13 % par an) avant de connaître une certaine instabilité sur les deux dernières années. En effet, après s'être contracté de 46 % en 2001, il a progressé de nouveau de 45 % en 2002. La hausse du fonds de roulement net global sur les deux premières années résulte de celle des capitaux propres, dans une période de faiblesse de l'investissement illustrée par la quasi-stabilité des immobilisations corporelles brutes. La rupture survenue en 2001 provient d'une opération financière réalisée par l'une des entreprises, qui a porté la moyenne des immobilisations financières de 51 000 € en 2000 à 359 000 € en 2001. Le fonds de roulement net global s'est en effet nettement dégradé puisque cette opération a été intégralement financée sur fonds propres. Enfin, la stabilité des immobilisations brutes, qui traduit l'absence d'investissements dans ce secteur, et la progression des fonds propres en 2002, liée à celle des bénéfices (+ 25%), se sont répercutés positivement sur le fonds de roulement net global.

	1998	1999	2000	2001	2002
<b>FRNG (milliers d'€)</b>	<b>586</b>	<b>689</b>	<b>755</b>	<b>409</b>	<b>592</b>
Capitaux propres (milliers d'€)	1089	1073	1180	1381	1509
Dettes stables (milliers d'€)	132	157	165	161	187
Immobilisations nettes (milliers d'€)	804	764	730	1226	1198
<b>BFR (milliers d'€)</b>	<b>462</b>	<b>497</b>	<b>423</b>	<b>382</b>	<b>566</b>
<b>Trésorerie (milliers d'€)</b>	<b>124</b>	<b>192</b>	<b>332</b>	<b>27</b>	<b>26</b>
<b>BFR (jours de CA)</b>	<b>96</b>	<b>87</b>	<b>70</b>	<b>56</b>	<b>86</b>
Stocks/ (jours de CA)	116	91	86	69	83
Stocks marchandises (jours d'achats)	286	64	430	16	32
Stocks matières premières (jours d'achats)	173	114	81	61	81
Stocks produits finis (jours de production)	54	57	57	51	57
Créances clients (jours de CA)	102	105	91	77	84
Dettes fournisseurs (jours de CA)	61	44	45	34	45

Le besoin en fonds de roulement (BFR) exprimé en jour de chiffre d'affaires a diminué entre 1998 et 2002. Néanmoins, cette baisse doit être nuancée puisqu'elle masque deux périodes distinctes. Le repli du BFR survenu entre 1998 et 2001 est lié à celui des stocks, tout particulièrement des stocks de matières premières, et des créances clients, malgré un repli des dettes fournisseurs. Par ailleurs, la progression des dettes auprès des fournisseurs en 2002 est apparue insuffisante pour financer la forte hausse des créances hors exploitation et la reconstitution des stocks de matières premières.

Au final, le fonds de roulement net global a couvert l'intégralité du besoin en fonds de roulement. La trésorerie est ainsi restée positive sur l'ensemble de la période en dépit d'une contraction significative à partir de 2001.

## 4- Développement de la filière

Le secteur de la première transformation présente une bonne rentabilité ainsi qu'une structure financière solide au cours de la période sous revue. Toutefois, la structure de son compte de résultat connaît une dégradation constante depuis 1998. Le repli de quatre points du taux de rentabilité d'exploitation illustre la dégradation des conditions d'exploitation, liées notamment au renchérissement du coût du travail et à la hausse des consommations intermédiaires (matières premières et charges externes). Toute nouvelle variation brutale de l'un de ces postes, ou une contraction de l'activité sur le marché local, aura ainsi un impact immédiat sur les niveaux de rentabilité, d'autant que le marché à l'exportation ne pourra servir d'exutoire compte tenu de la concurrence de pays plus compétitifs.

Malgré tout, la filière bois dispose de nombreux atouts pour se développer. L'élargissement du marché guyanais induit par une démographie dynamique, le rattrapage des équipements publics et la hausse des cours de certains matériaux subsidiaires devraient soutenir l'activité à moyen terme. De plus, la filière bois bénéficie d'une volonté politique affirmée, que l'on retrouve dans la mise en place d'un différentiel d'octroi de mer de 30 points de pourcentage et dans la signature en 2002 d'une convention cadre qui vise notamment à promouvoir l'utilisation d'essences peu commercialisées. Les marges de manœuvre sont donc assez larges aussi bien pour les scieries que pour les entreprises de seconde transformation dont les parts de marché à conquérir restent encore importantes.

## Méthodologie

*Cette étude sur le secteur du bois en Guyane a été réalisée à partir de documents provenant de Direction de l'Agriculture et de la Forêt (DAF), de statistiques de l'ONF, de l'étude intitulée «La filière bois en Guyane» réalisée par le cabinet SAGITTAL et d'entretiens réalisés auprès de spécialistes de l'ONF et du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD). L'analyse financière a été réalisée à partir de documents comptables des 5 principales scieries sur les exercices 1998 à 2002.*